Sommaire de Vigilances n° 58

Club des Vigilants
POUR APPRIVOISER L'AVENIR

Economie

Edito : Vers une nouvelle pensée économique **page 1**
Les pays riches vont essayer de concilier libéralisme et protection par Marc Ullmann
Tensions sur l'Euro **page 3**
Consommateurs sous perfusion **page 4**
Consommation aux Etats-Unis et effets de seuil
Dossier : Débat sur l'avenir d'Areva **page 7**
Après le cri d'alarme lancé par Jean-Claude Leny

Géopolitique

Gordon Brown et la Bombe **page 2**
Initiative britannique pour un désarmement nucléaire par François Nicoullaud
Hard, soft or bargaining power? **Page 2**
A propos de Mc Cain, Clinton et Obama
Etats-Unis/Iran : la France entre deux chaises **page 3**
Russie : humiliation et goût de revanche **page 3**
Lula si, PT no ! **page 4**
Le président a su s'affranchir de son parti par Robert Guillaumot

Environnement et société

Climat : troisième scénario **page 4**
L'avenir peut être plus sombre que les plus sombres prévisions par Déborah Secrétin
Au village (planétaire) sans prétention, j'ai mauvaise réputation **page 5**
La censure sous couvert de lutte anti-spams par Meriem Sidhoum Delahaye
The Black Swan **page 11**
Penser l'incertitude
White Bicycles **page 11**

France

Nulle part ailleurs **page 5**
Emploi versus violence **page 5**
La pauvreté ne pousse pas à la révolte. Le chômage si.
La "réformite" aiguë tue la réforme **page 5**

Rétropertinence

Le regard critique de François de Closets **page 6**

En direct du Blog

Japon : le chant du cygne de l'automobile **page 10**
Un marché de renouvellement et non d'acquisition par Philippe Tixier
Printemps crucial à Téhéran **page 10**
Pour une nouvelle politique envers l'Iran par Louise

© Club des Vigilants 2008 - Ce document est la propriété exclusive du Club des Vigilants ; reproduction autorisée sous réserve de mention de Vigilances, la lettre mensuelle du Club des Vigilants.

Vigilances

La lettre du

Club des Vigilants
POUR APPRIVOISER L'AVENIR

N°58 : février 2008

Vers une nouvelle pensée économique

Les théories économiques évoluent en fonction des réalités et les réalités les plus prégnantes viennent des pays les plus puissants. Le fait que **de plus en plus d'Américains mettent en doute les bienfaits de la mondialisation** va faire réfléchir les économistes. C'est le signe précurseur d'une évolution de la pensée dominante.

En 2002, 78 % des Américains pensaient que les Etats-Unis bénéficiaient du libre-échange. En 2007, le pourcentage était de 59 % et, si l'on en juge par la tonalité des débats électoraux actuels, il est sans doute inférieur à 50 % aujourd'hui. D'où **le risque d'un retour au protectionnisme** et la nécessité d'un ajustement, c'est-à-dire d'un dérapage contrôlé pour éviter la sortie de route.

La mondialisation, il ne faut pas l'oublier, **a sorti de la misère des centaines de millions de gens** et a contribué à la croissance dans les pays développés. Le drame est que dans ces pays « riches » il y a de plus en plus de pauvres.

Les perdants ne sont plus seulement les chômeurs ni même les ouvriers de l'industrie mais tous ceux qui doivent se contenter de bas salaires parce que leur activité pourrait être externalisée. **La classe moyenne toute entière est tirée vers le bas**.

Améliorer la formation professionnelle et encourager financièrement la mobilité est unanimement jugé nécessaire mais de plus en plus considéré comme insuffisant. **Des économistes américains se mettent à rechercher la légitimation théorique d'un protectionnisme modéré**. Certains font ainsi appel à des notions voisines de celle de subsidiarité dont on se sert généralement pour justifier la répartition des responsabilités entre différents échelons institutionnels ou territoriaux.

Le principe est simple : **ce qui peut être réalisé efficacement dans la proximité ne doit pas être traité au loin**. Dans **la pratique économique**, cela peut mener à quelques conclusions. Exemples :

- Les cultures vivrières en Afrique (et autres régions où l'afflux dans les mégalopoles a des effets désastreux) ne devraient pas être sacrifiées sur l'autel de la libération des échanges agricoles. Concrètement, cela se traduirait par **une réhabilitation limitée de la technique des quotas**. Il en irait de même pour certaines activités industrielles ou artisanales dont la valeur est localement appréciée dans certains pays riches.

- Quelques entreprises, considérées comme stratégiques, ne pourraient pas tomber entièrement dans des mains étrangères. Concrètement, cela signifierait **l'extension de la pratique des « golden shares »**.

De telles entorses au libéralisme seraient conçues comme une sauvegarde de ce que le libéralisme comporte d'essentiel. Elles se présenteraient comme un mode d'emploi pour ne pas glisser sur le funeste toboggan qui conduit du protectionnisme au nationalisme et du nationalisme à la peur des autres, c'est-à-dire au racisme et à la guerre.

Marc Ullmann

Commentaires : ***Le nucléaire ne peut relever que de l'Etat,*** par **Jean-Claude Leny**, ancien PDG de Framatome et membre du Club, page 7.

© Club des Vigilants 2008

Gordon Brown et la Bombe

Gordon Brown, Premier Ministre britannique, a déclaré le 21 janvier à New Delhi que la Grande-Bretagne était prête à prendre la tête d'un processus de vérification et de démantèlement des arsenaux nucléaires destiné à aboutir à **un monde sans armes atomiques**. Les propos qui suivent peuvent être retrouvés à l'adresse http://www.number10.gov.uk/output/Page14323.asp :

« *Laissez-moi vous dire que la Grande-Bretagne est prête à mettre en oeuvre son expertise en vue d'aider à déterminer les moyens nécessaires pour éliminer de façon vérifiable les ogives nucléaires. Et je m'engage à ce que dans le processus de préparation de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération de 2010, nous soyons en première ligne de la campagne internationale visant à accélérer le désarmement parmi les Etats possesseurs de l'arme nucléaire, à prévenir la prolifération de la part de nouveaux Etats, et à atteindre en définitive un monde débarrassé d'armes nucléaires* ».

Déjà, une semaine auparavant, un groupe d'anciens dirigeants américains, conduits par Henry Kissinger et Georges Schultz, avait pris position dans le *Wall Street Journal* en faveur de la disparition programmée des arsenaux atomiques. Leur analyse se fondait sur la constatation pragmatique que **la présence et le risque de dissémination d'arsenaux nucléaires** conduiraient tôt ou tard à un monde finalement moins contrôlable et plus dangereux qu'un monde sans armes atomiques.

La perspective de disparition des arsenaux nucléaires, si lointaine qu'elle paraisse encore, voit donc s'ouvrir une chance de quitter le monde de l'utopie. L'engagement d'un chef de gouvernement en exercice, à la tête d'un Etat doté de l'arme nucléaire, est évidemment décisif à cet égard. **Il serait important que la France ne soit pas absente du mouvement** : pour la simple raison que s'il était lancé et commençait à prendre corps, nous n'aurions pas d'autre choix que de le rejoindre. Autant donc nous y associer le plus en amont possible.

François Nicoullaud

Hard, soft or bargaining power?

Les Américains jugent John Mc Cain, Hillary Clinton et Barack Obama en fonction de multiples critères. Pour les Européens, c'est plus simple : **la répartition des impôts et des dépenses sociales aux Etats-Unis ne les concerne guère** ; leur unique souci tient à la façon dont le prochain Président pèsera sur les affaires du monde. La catégorisation, dès lors, devient assez facile.

John Mc Cain, le vétéran, incarne le « **hard power** », la volonté de faire respecter l'Amérique, d'exercer un « leadership » sur des alliés consentants.

Barack Obama, l'universaliste, personnalise le « **soft power** ». Il veut réconcilier l'Amérique et le monde, rendre enviables des « partnerships » avec elle.

Hillary Clinton, l'avocate, est experte en « bargaining power ». Elle est apte à préparer des "**deals**" afin de servir les intérêts de son pays.

Echaudés par George W. Bush, la plupart des Européens verraient d'un assez mauvais œil l'élection de John Mc Cain. **Entre Barack Obama et Hillary Clinton leur cœur balance** mais, au total, ils préfèrent Obama. Ce n'est pas seulement une question de style. C'est aussi parce qu'un « bargaining power », privilégiant les intérêts de l'Amérique, ne servirait pas toujours les intérêts de l'Europe. Notamment parce que la géographie a fait de l'Ancien continent le voisin du monde musulman.

M. U.

© Club des Vigilants 2008

Etats-Unis / Iran : la France entre deux chaises

Le géopoliticien Gary Sick est l'un des meilleurs observateurs américains du Moyen Orient. Selon lui, les Etats-Unis et l'Iran devront finir par s'entendre et, pour y parvenir, auraient intérêt à recruter un « intermédiaire ». Celui-ci s'adresserait séparément à chacune des parties afin de redéfinir **les bases du « grand bargain »** qui avait été conçu en 2003 mais qui, finalement, n'a pas abouti. Logiquement, **la France aurait pu être cet intermédiaire** mais le fait de s'être mise à l'avant-garde des sanctions contre l'Iran réduit sa marge de manœuvre. La diplomatie française se trouve en position inconfortable. Car de deux choses l'une : ou bien le conflit américano-iranien, loin de se calmer, s'envenime et la France se retrouve en première ligne ; ou bien le « grand bargain » prend corps sans que la France (ou un autre pays membre de l'Union Européenne) y soit pour quelque chose et les entreprises américaines rafleront tous les contrats.
Dans l'immédiat, **trois intermédiaires semblent offrir discrètement leurs services** : l'Algérie, le Canada et la Suisse.

Russie : humiliation et goût de revanche

« *Quels sont les pires ennemis de la Russie ?* ». Selon un sondage réalisé par le « Centre Levada » en août 2007, **les cinq pays cités en premier** sont l'Estonie, la Géorgie, la Lettonie, les Etats-Unis et la Lituanie. Selon ce même sondage, **les cinq « meilleurs amis »** sont le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Allemagne, la Chine et l'Arménie. De toute évidence, le démantèlement de l'URSS est au cœur du problème. Deux enseignements, au moins, peuvent être tirés :

- Le démantèlement de l'URSS a été vécu comme une **humiliation**. Les ex républiques soviétiques qui ont tourné le dos à l'ex mère patrie sont vouées aux gémonies ; celles qui se comportent en alliées sont portées aux nues.

- Le démantèlement de l'URSS a été vécu comme une « **défaite** » administrée à la Russie par les Etats-Unis. Les sévices infligés par l'Allemagne au cours de la seconde Guerre mondiale passent au second plan puisque l'URSS a été victorieuse et qu'ainsi, l'honneur a été sauf.

La vigueur du **sentiment national** explique, en partie, la popularité de Vladimir Poutine et a, pour l'Union Européenne, des conséquences pratiques :

- Les pays baltes ont de bonnes raisons de s'alarmer de **leur dépendance gazière**. Il est d'autant plus vital pour eux d'être assurés de la solidarité européenne que le gazoduc Nord Stream, en construction sous la Mer Baltique, permettrait de les contourner.

- **Les liens traditionnels entre la Russie et l'Allemagne** (troisième « meilleure amie ») se renouent. Il en va de même pour la France (huitième « meilleure amie »). Cela peut devenir un atout pour l'Union Européenne tout entière.

Tensions sur l'Euro

Lorsque la monnaie unique européenne a été crée en 1999, l'économie allemande traversait une très mauvaise passe et devait supporter le poids de la réunification. L'Euro s'en est trouvé affaibli. Cela peinait les Allemands qui avaient été fiers de leur Mark. Depuis, **l'Allemagne est redevenue la championne du monde des exportations et l'Euro a gagné ses galons de monnaie forte**. Au grand dam de la France, de l'Italie et de l'Espagne qui, pendant des décennies, s'étaient habituées à dévaluer pour exporter. Les tensions s'exacerbent entre les « bons » élèves qui, après avoir rétabli leurs finances, ont les moyens d'injecter de l'argent dans une économie en voie de ralentissement et les « mauvais » que les règles européennes contraignent à réduire d'urgence leurs déficits budgétaires.

Lula si, PT no !

Le Brésil n'est plus seulement le géant de l'Amérique Latine, **il compte parmi les grandes puissances qui façonneront l'avenir du monde**. A cela, trois raisons principales :

- Le champion de l'alimentaire profite de l'envolée des cours.
- Le brassage des populations est à l'avant-garde du métissage culturel.
- Le Président, Luiz Inácio **Lula** da Silva, a acquis une stature internationale.

Pour Lula, **l'ascension n'était pas évidente**. Le Parti des Travailleurs qui l'a porté au pouvoir est truffé de doctrinaires. Il a su s'en affranchir. Ancien syndicaliste et homme de terrain, la réalité, à ses yeux, pèse plus lourd que les présupposés. Comme Jacques Prévert, il aurait pu écrire : « *C'est dur le pied d'un lit. Plus dur que le pied d'un génie* ».

Robert Guillaumot

Climat : troisième scénario

Le débat sur le réchauffement climatique semble ne comporter que deux dimensions. D'un côté, la plupart des experts sonnent l'alarme. De l'autre, des sceptiques mettent en doute l'acuité du danger. **Il se pourrait pourtant que ceux qui paraissent aujourd'hui pessimistes ne le soient pas assez**. Dans certains cas (stérilisation des océans, fonte des glaces, etc.), la réalité est, d'ores et déjà, pire que les plus sombres prévisions. D'ailleurs, la géologie prouve que la nature a souvent procédé par bonds parce que des effets de seuil ont déclenché des ruptures. En un mot, les changements sont progressifs … jusqu'au moment où ils ne le sont plus !

Déborah Secretin

Consommateurs sous perfusion

Les prévisionnistes sont, en général, moutonniers. Quand l'un anticipe une croissance de 2 %, un autre dit 1,8 et un troisième 2,2. Cette année c'est différent : **les estimations varient du simple au triple**. Pourquoi ? Parce que nul ne sait où se situe exactement l'effet de seuil à partir duquel la crise de l'immobilier américain ferait plonger l'économie mondiale.

Selon les prévisions médianes, les Etats-Unis vont souffrir d'un ralentissement prolongé de la croissance mais éviteront la récession. Si tel est vraiment le cas, **l'extension des marchés intérieurs des pays émergents** et, accessoirement, l'accélération des réformes en Europe permettront à la croissance mondiale de rester relativement soutenue.

Le scénario est rassurant mais il faut que les consommateurs américains, endettés en moyenne à hauteur de 120 % de leurs revenus annuels disponibles, acceptent de jouer leur rôle. Si les baisses conjointes de l'immobilier et de la Bourse les affectent au point qu'ils se croient obligés de réduire massivement leurs achats, la chute des exportations des pays émergents sera beaucoup plus forte que prévu. **Ce serait alors la fin du découplage, le début d'un recouplage**.

Le gouvernement américain avec ses bonus d'impôt et la Federal Reserve avec ses baisses de taux s'efforcent de maintenir les consommateurs sous perfusion afin qu'ils ne flanchent pas trop brusquement. **Les objectifs jumeaux de réduction du déficit extérieur et d'augmentation de l'épargne sont mis au second plan**. Le dosage est difficile car tout dépend des comportements des « gens ordinaires ». On en est arrivé au point où l'émotion prime le raisonnement.

M. U.

Nulle part ailleurs

Il fut un temps où **la femme de César devait être un modèle de vertu** et où les notables épousaient des pucelles. C'est encore le cas aujourd'hui dans les pays où règne la tradition.
Dans les démocraties modernes, les règles sont moins strictes mais le regard des électeurs incite les ambitieux à respecter les convenances ou à faire semblant.
Pas en France ! Le chef de l'Etat, divorcé de fraîche date, n'a pas craint d'épouser une jolie femme au passé agité, une « croqueuse d'amants » selon ses propres termes. **La transgression** a été sanctionnée par une baisse de l'indice de popularité mais rares sont les gens qui crient au scandale. C'est peut-être « l'exception française ».

© Club des Vigilants 2008

Emploi versus violence

« *Des études américaines sur les poussées de violence aux Etats-Unis montrent* ***que l'on ne se révolte pas parce qu'on est pauvre mais parce qu'on n'a pas de travail.*** » Pour Hervé Azoulay, président d'Invest Banlieues et vice-président de l'Observatoire Economique des Banlieues qui s'exprimait lors d'un récent colloque au Sénat, organisé par André Added, président de l'Institut Français de l'Intelligence Economique et membre du Club, la question de l'emploi donc primordiale.

Loin des velléités politiques, **les acteurs économiques semblent avoir reçu le message**. Des grands patrons accompagnent et conseillent de jeunes créateurs d'entreprises dans les quartiers. Des fonds d'investissement en direction des territoires enclavés, en ville comme à la campagne, soutiennent des entreprises en quête de développement mais qui trouvent portes closes dans les banques. Le Medef, dans le cadre de *Nos quartiers ont des talents*, parraine 1 500 jeunes diplômés des cités difficiles en Ile de France et compte généraliser l'expérience à toute la France... De l'altruisme ? Non une nécessité économique, soutiennent-ils. A l'heure où la pénurie de talents guette la France, il devient urgent de vaincre les "a priori" et de puiser dans le vivier que constituent les jeunes des cités.

La "réformite" aiguë tue la réforme

19 ministres de la ville se sont succédé en 17 ans. Presque autant de plans banlieues et des résultats quasi nuls. Une pléthore de réformes de la justice, de l'immigration, de l'Education nationale... Un record pour cette dernière ! Alors que de 1881 et jusqu'à la fin de la IVème République, il n'y en eut qu'une seule, celle de Jules Ferry instaurant l'école obligatoire et gratuite, on a eu droit à une réforme tous les 18 mois environ durant la Vème République ! A croire que **l'on confond mouvement et agitation**. En cause ? Une forme de "ministrose" galopante.

En France, aucun ministre ne se sent à la place qui lui est due. Il lorgne toujours sur la place du voisin. Pour y parvenir, il doit faire montre de dynamisme. **Quoi de mieux que de lancer une réforme** ? Mais plutôt que de la mener à bien, il est déjà ailleurs où... il met en œuvre une nouvelle réforme. Son successeur, de son côté, s'empresse d'enterrer la précédente afin de laisser son nom à la sienne de réforme... Une "réformite" aiguë qui tue la réforme.

En comparaison, Gordon Brown, actuel Premier ministre britannique, a été 10 ans Chancelier de l'Echiquier. Aux Etats-Unis, rares sont les Secrétaires d'Etat qui changent d'attribution au cours d'un mandat présidentiel.

Au village (planétaire) sans prétention, j'ai mauvaise réputation

Votre boîte aux lettres électronique est saturée de spams, des virus ont « planté » votre PC, des spywares épient votre moindre clic et vous êtes devenu un pirate sans le savoir depuis que votre PC est infecté de botnets. **Pas de panique**, les éditeurs de logiciels de sécurité ont trouvé la parade : la réputation.

Celle-ci consiste à noter une adresse email ou un site Internet en fonction notamment de son pays d'origine (haro sur les pays de l'Est) ou du contenu du message. Des mots sont ainsi bannis (évitez par exemple les mots « sexe » dans vos mails). **Et tant pis pour le scientifique russe qui travaille sur la sexualité** ! Heureusement, d'autres critères plus objectifs entrent en ligne de compte.

Cependant, **cette classification est laissée au libre choix de quelques sociétés privées**. Ce qui pose un problème de fond : au nom de quoi un éditeur, aussi sérieux soit-il, peut-il juger ce qui doit être « acceptable » ou non dans un message électronique ? Ne risque-t-il pas, pour obtenir un marché juteux, d'élargir, à la demande du client, la gamme des mots non acceptables comme par exemple démocratie, droits de l'homme ? Le précédent de Google en Chine est à méditer.

M. S. D.

© Club des Vigilants 2008

Pertinences et impertinences : 3 ans après

Par **François De Closets**

En février 2005, l'alerte était lancée sur « **Dollar : l'heure des comptes** ». Marc Bradford présentait les dangers de la fuite en avant américaine dans la dévaluation de leur monnaie et la fuite en avant dans les déficits. La grande interrogation était alors l'évolution du couple Chine-Amérique avec cette accumulation de créances entre les mains des fourmis asiatiques et celle des dettes chez la cigale américaine. **Jusqu'où, jusqu'à quand « les Etats-Unis pourront-ils dépendre d'un « prêteur en dernier ressort » qui s'appelle la Chine »** ? C'était l'interrogation de cette Alerte, c'était également celle du monde entier.

Trois ans plus tard, cette question n'a toujours pas reçu de réponse, mais revient de façon de plus en plus lancinante. Une croissance mondiale fondée sur la production chinoise et la consommation américaine n'est certainement pas durable à terme. Mais l'échéance, qui échappe aux mécanismes du marché et ne dépend que des décisions politiques, est de nature imprévisible. **L'heure des comptes est bien annoncée mais sans compte à rebours**. Gageons qu'elle prendra les prévisionnistes par surprise.

La crise du crédit extérieur se fait toujours attendre mais c'est celle du crédit intérieur qui a explosé. Car les Etats-Unis ne sont pas moins aventurés dans l'endettement individuel que collectif. L'Américain moyen vit sans la moindre épargne, avec un bilan même négatif. Bref **les citoyens sont à l'image de leur patrie et vivent au dessus de leurs moyens**. Toute l'Amérique, le pays, l'Etat, les habitants se drogue au crédit. Chaque jour les banques inventent de nouveaux produits pour pousser les ménages plus avant dans l'endettement. C'est ainsi qu'on en est arrivé à la crise des subprimes derrière laquelle on voit se profiler celle du crédit à la consommation et du crédit en général. A trop prêter pour gagner plus, on finit par ne plus prêter pour ne pas perdre davantage.

En vérité **le jeu était beaucoup plus dangereux sur le marché intérieur**. Car le crédit interétats est de nature politique et le crédit des particuliers purement commercial. Quand la dette n'est pas payée, le créancier boit la tasse entraînant dans son sillage ses propres créanciers et les petites défaillances finissent par faire les grosses tempêtes.

Reste à savoir dans quelle mesure, un problème peut être la solution de l'autre. Les capitaux asiatiques ont commencé à regonfler les banques américaines en difficulté et si, comme il est probable, la crise s'aggrave, **l'Amérique désargentée guettera désespérément son salut de l'Asie surcapitalisée**. Un expédient qui permettrait d'éviter une crise majeure mais qui sera payé au prix fort : l'équilibre du monde aura basculé un peu plus du côté de l'Asie.

Alerte sur une note dans le bulletin du CIC remarquant que « **les entreprises recherchent des gains de productivité au détriment de l'investissement et de l'emploi** » La tendance n'a cessé de s'accentuer.

Contrairement à ce qu'on a dit ce n'est plus la part des salaires qui tend à diminuer dans la valeur ajoutée des entreprises, c'est la part des investissements. **Sacrifice du long terme au court terme** dans la pure logique d'une rentabilité financière à brève échéance.

Dans le même temps, **la législation sociale joue en permanence contre l'emploi**. Des études récurrentes prouvent que La France crée beaucoup moins d'emplois, notamment dans les services que les pays comparables. « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». La formule à succès d'Helmut Schmidt peut se retourner « le sous investissement et le sous emploi d'aujourd'hui, c'est assurément la catastrophe pour demain »

F. C.

Dossier

Club des Vigilants
POUR APPRIVOISER L'AVENIR

Débat sur l'avenir d'Areva

Un *Spécial Vigilance* a été envoyé, le 4 février 2008, à tous les membres. Dans cet article intitulé "*Le nucléaire ne peut relever que de l'Etat*", Jean-Claude Leny, ancien président de Framatome et membre du Club, estime que la France occupe une position exceptionnelle dans la filière nucléaire. L'existence, selon lui, de trois organismes, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Electricité de France (EDF) et Areva qui, depuis 50 ans et plus, accumulent une expérience et des réalisations sans équivalent constitue un atout immense pour le pays. Il s'inquiète, de ce fait, des conséquences que pourrait avoir une privatisation d'Areva. Vous trouverez ci-dessous quelques commentaires :

Michel Mabile : Une dimension mondiale pour Areva

Je me permets de réagir à l'article fort intéressant et instructif de J.C. Lény que je connais un peu pour l'avoir rencontré lorsque j'étais moi-même au CEA chargé de l'élaboration du premier plan stratégique de CEA-Industrie, préfiguration de ce que sera plus tard AREVA. J'ai également suivi de près l'histoire du nucléaire puisque mon père, Jacques Mabile, tragiquement disparu dans un accident d'avion en janvier 1971, était le Directeur des Productions du CEA et l'ardent promoteur de ce qui est devenu peu de temps après sa mort la COGEMA (maintenant intégré à AREVA).

Je ne mésestime pas le rôle très important que jouent les Etats dans la décision d'implantation des centrales nucléaires. **L'Etat est partout le garant de la sécurité à tous les points de vue** (risque accidentel bien sûr, mais également risques sur l'environnement, la prolifération, ...). Je ne partage pas pour autant complètement le point de vue de M. Lény.

Déjà dans les années 60, mon père pestait contre les contraintes étatiques qui pesaient alors sur l'industrie du cycle du combustible, quand de son côté Framatome, issu d'une initiative privée largement portée par J.C. Lény, et exploitant la licence d'un constructeur privé américain - Westinghouse – lui paraissait autrement plus efficace que l'organisation étatique qui prévalait dans le cycle du combustible. **La création de CEA-Industrie puis d'AREVA ont été dictées par le souci de rendre plus efficace le secteur industriel issu du CEA** ou le rejoignant (comme FRAMATOME), en le libérant des contraintes étatiques.

D'autre part, la mondialisation impose ses règles. **Les concurrents d'AREVA sont des sociétés de dimension mondiale**, susceptibles d'investir rapidement et massivement afin de profiter du retournement du marché en faveur du nucléaire, quand cette option deviendra réalité, c'est à dire probablement rapidement.

Certes les domaines de souveraineté, et notamment l'arme atomique (qui ne fait pas partie d'AREVA) et les réacteurs navals (qui en font partie au travers de TECHNICATOME) obéissent à une autre logique et devraient rester dans le giron de la puissance publique. **Il faut par contre donner les moyens à AREVA de se développer, de nouer des alliances internationales** (ce qu'elle fait avec un certain succès aux USA et au Japon), et surtout de lever des capitaux pour investir et se développer.

Ce n'est pas le rôle de l'Etat qui d'ailleurs n'en possède pas (ou plus) les moyens. **Comment résister à la pression concurrentielle de groupes comme General Electric, Siemens ou Mitsubishi** qui disposent d'une capacité de manœuvre inégalée et peuvent présenter aux clients (Etats ou sociétés privées de production et distribution d'énergie) un mix énergétique associant nucléaire, gaz, charbon et énergies renouvelables, ainsi qu'une expertise s'étendant à la production d'énergie primaire, mais à sa transformation (turbines, générateurs électriques) et au support (y compris le support à l'exploitation).

© Club des Vigilants 2008

De plus en plus d'électriciens ou d'énergéticiens recourent à des contrats clés en mains fondé sur le résultat opérationnel et ne prennent en charge que l'exploitation (partielle) des centrales - classiques pour le moment - et la vente d'électricité selon le principe du recentrage sur le cœur de métier.

Cette tendance viendra dans le nucléaire également. Il faut par contre insister sur **l'impératif que constitue une parfaite entente et coordination entre AREVA et EDF**. EDF possède une expérience d'exploitant unique et reconnue qui devrait renforcer la position concurrentielle d'AREVA, à condition que ces deux acteurs ne se livrent pas à une guerre fratricide comme par le passé et encore plus récemment aux USA. Le rôle de l'Etat dans ce domaine doit être de convaincre, sinon de contraindre par la position qu'il y occupe dans les conseils d'administration des deux sociétés, à une mise en œuvre des synergies entre ces deux acteurs.

Bien entendu, cette contribution a pour but d'alimenter le débat, et j'aurai un plaisir tout particulier, en tant que nouveau membre du Club, à rencontrer J.C. Lény pour qui j'ai à la fois respect et admiration pour l'oeuvre remarquable qu'il a accompli en faisant de FRAMATOME ce que AREVA NP est aujourd'hui, c'est à dire un champion mondial.

Alain Bondu : **Et l'Europe ?**

Il est évident **qu'une industrie nucléaire sous contrôle de l'état est plus rassurante et plus logique qu'une industrie nucléaire sous contrôle privé**, quelle que soit la qualité, le sérieux et la taille des industriels privés à qui elle aurait été confiée.

Et j'ai personnellement trouvé très logique le rapprochement que d'autres intervenants ont fait avec la prise de position de Marcel Boiteux sur les privatisations en général et celle d'EDF en particulier.

Mais en dehors des avantages financiers immédiats que l'on retirerait d'une privatisation (et qui, correctement utilisés, seraient bien venus dans l'état actuel des finances publiques), **l'option étatique reste-t-elle réellement possible dans la cadre de l'Europe actuelle** ? Personnellement je n'ai pas la réponse, mais je serais curieux d'avoir un - ou de préférence plusieurs - avis sur ce point. A supposer que le maintien d'une industrie nucléaire sous contrôle de l'Etat ne soit pas possible à terme vis-à-vis de l'Europe, sans accord particulier, cela voudrait dire qu'il faudrait négocier cet accord : quelles serait les concessions à consentir en échange ?

En tous cas, il faut bien se rappeler que **cette politique de privatisation a trouvé ses origines dans des engagements pris dès les débuts de la construction européenne**, comme cela a été fréquemment souligné voici bientôt trois ans à l'occasion du référendum sur la Constitution européenne. Or, aux débuts de la construction européenne, les décisions se prenaient à l'unanimité. La France de l'époque était donc d'accord, peut-être même franchement favorable, malgré le caractère encore très étatiste et planificateur de notre économie à l'époque. Il conviendrait de se demander pourquoi. Mais ceci mériterait un autre article.

Serge Fradkoff : **Areva… (A rêver ???)**

Je suis un libéral à tout crin et **toute intervention étatique me hérisse**.

Néanmoins que l'on puisse envisager **l'éventualité de privatiser AREVA me parait aussi incongru** que si l'on privatisait l'armée, la police ou la justice par exemple.

Le nucléaire, si parfaitement décrit par l'auteur est pour moi beaucoup trop grave et important pour être dirigé par des sociétés privées.

La seule idée que l'on puisse y songer me laisse perplexe.

Patrick Bergougnou : **Hier les Télécoms, aujourd'hui le nucléaire**

Les arguments exprimés sont tous à fait sérieux et de solide fondement.

Toutefois, **on aurait pu dire (on l'a dit d'ailleurs…) la même chose du secteur des Telecom il y a une vingtaine d'années**. Qui d'autre que l'Etat aurait eu les moyens de développer une telle infrastructure dans les années 70-80 ? Qui aurait pu en penser le développement et les usages actuels ? Et l'on avait la même trilogie le CNET, la CGE et la DGT qui devinrent pour parties France Telecom et Alcatel...

L'intérêt des privatisations totales ou partielles est de permettre un relai d'investisseurs tandis que l'Etat garde pour lui une part du capital qui lui assure un contrôle certain et un ROI qui lui permet de financer "l'investissement impossible" suivant.

Quel sera celui d'après le nucléaire ?

Bruno de Felcourt : **Les défaillances existent dans le public aussi**

Il est difficile sinon risqué, de commenter l'avis émis par une personnalité reconnue et faisant autorité dans son domaine! J'ose cependant le faire!

Certainement, vue de l'extérieur, la coexistence du CEA, d'AREVA et d'EDF remplit la fonction voulue. Toutefois, **il est permis de s'interroger sur le rapport prestations/prix d'organismes "étatiques"**. Peut-être est-ce le prix à payer compte tenu des impératifs de sécurité, mais les défaillances existent dans le public comme dans le privé.

S'agissant du privé, on peut rappeler la tentative de la CGE (Cie Générale d'Electricité) sous la Présidence d'Ambroise Roux, de constituer, dans les années 70 un groupe capable de réaliser clés en main des centrales nucléaires à l'époque où les techniques BWR et PWR étaient en compétition. Devant l'absence de marché, les constituants se sont désagrégés et d'autres orientations ont été privilégiées par la CGE.

Enfin, je ne vois pas **au nom de quel principe, on réserverait à EDF la production d'électricité d'origine nucléaire**. Dès lors que les règles de sécurité seraient respectées et contrôlables tout au long de la vie des installations, rien n'interdirait à un compétiteur d'EDF de s'investir s'il n'était pas rebuté par les différentes contraintes administratives, environnementales et autres.

Une question subsiste : doit-on alors obligatoirement faire appel à AREVA ? Je laisse le soin de répondre à plus compétent que moi.

Prochains petits-déjeuners

11 mars 2008 : Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires Etrangères, interviendra sur le thème : « Géopolitique et volonté ».

Après le débat, Assemblée générale du Club, jusqu'à 11H.

17 avril 2008 : François Olivennes, professeur, spécialiste de la reproduction assistée, interviendra sur le thème : « Reproduction, éthique et génétique ».

En direct du Blog

Club des Vigilants
POUR APPRIVOISER L'AVENIR

Commentaire sur « Japon : le chant du cygne de l'automobile»

Le marché intérieur japonais, après avoir été pendant 40 ans un marché essentiellement de première acquisition, est devenu progressivement **un marché de renouvellement**. Il n'est pas étonnant que les immatriculations aient été divisées par deux entre 1990 et aujourd'hui.

Dans les pays émergents, le marché restera longtemps un marché de première acquisition. Il faudra par exemple qu'il y ait 400 millions de voitures en Chine pour que le taux par habitant soit comparable au Japon !

Le challenge pour les fabricants japonais n'est pas du tout de vendre plus au Japon, mais de fabriquer dans les pays émergents pour arriver à y vendre à un prix accessible pour les "locaux", et puis tant qu'à faire, d'exporter vers les pays "riches".

L'exemple de la Logan de Renault est aussi très significatif.

Philippe Tixier, membre du Club

Commentaire sur « Printemps crucial à Téhéran»

L'Iran est plus en recherche de reconnaissance que de bombe. Voilà, cher Marc, en substance, ce que vous essayez de faire passer comme message dans vos nombreux articles. Et vous en avez appelé, dans l'un d'eux, **à l'émergence d'un président américain qui ferait, vis-à-vis de l'Iran, ce que Nixon, en 1972, a fait, vis-à-vis, de la Chine**. Aujourd'hui, vous avez du renfort.

Karel Beckman, rédacteur en chef de la toute nouvelle European Energy Review, publiée aux Pays-Bas, exhorte dans son éditorial l'Occident, et au premier chef les Etats-Unis d'Amérique, à engager **un dialogue sans conditions avec l'Iran**.

Les lignes bougent. Espérons qu'un débat réellement fécond s'instaure sur la question.

Louise, internaute

Commentaire sur « Haro sur les matheux»

Les derniers "produits dérivés" mis sur le marché par les établissements financiers sont certes basés sur des mathématiques fort complexes et peu nombreux sont ceux capables de les comprendre véritablement. Il faut impérativement revenir à des équations simples, comme le dit Marc Lanval.

Le scandale de la Générale va toutefois beaucoup plus loin que **cette conception actuarielle de la finance**. Il remet sur le devant de la scène tous les problèmes de sécurité et de contrôle.

Comment **un hacker de la finance a-t'il pu contourner les systèmes de sécurité** d'une grande banque mondiale ? Est-il vraiment un génie de la finance et de l'informatique capable (tout en travaillant en open space) de trouver les failles de programmes fruits du travail de centaines d'ingénieurs ?

Si la réponse est positive, cela fait froid dans le dos car aucun système, même dans les secteurs les plus stratégiques de la défense, n'est à l'abri. Il serait plus réconfortant pour nous tous que la cause première de ce scandale, qui a failli ébranler les finances de la planète, soit en fait **l'incompétence de la Générale** à mettre sur pied un contrôle digne de ce nom.

Michel Chevet, membre du Club

Lu, vu, entendu

Club des Vigilants
POUR APPRIVOISER L'AVENIR

The Black Swan – The Impacts of the Highly Improbable
Nassim Nicholas Taleb, Editions Penguin, 400 p. - Londres 2008

Philosophe, mathématicien et financier, l'auteur est considéré comme le "**penseur de l'incertitude**". The Black Swan, autrement dit le cygne noir, son dernier livre, peut, à cet égard, servir de grille de lecture à certains des événements spectaculaires qu'a connus le monde ces dernières années.
Qu'est-ce qu'un "cygne noir" ? C'est, affirme Taleb, « **tout ce qui nous paraît impossible si nous en croyons notre expérience limitée** ». « Tous les cygnes sont blancs ». Cette assertion, explique-t-il, constituait l'exemple type de la vérité scientifique – tous les cygnes étaient blancs en Europe - jusqu'en... 1697 lorsque les explorateurs découvrirent, interloqués, le Cygnus atratus (cygne noir) en Australie. Et l'auteur de préciser les choses.
"Le cygne noir" estime Taleb est un événement qui possède **trois caractéristiques**. En premier lieu, il s'agit « d'une observation aberrante », car rien dans le passé n'a laissé prévoir de façon convaincante et étayée sa possibilité. En second lieu, cet événement inattendu a des conséquences considérables. Enfin, la troisième et dernière caractéristique est liée à la nature humaine et à notre besoin permanent de rationaliser et de donner de la cohérence au monde et aux événements qui nous entourent.
Pour le philosophe, le "cygne noir" est aussi **un épisode vis-à-vis duquel « nous élaborons toujours après coup des explications qui le font paraître plus prévisible et moins aléatoire** » qu'il n'était dans la réalité. En clair, nous cherchons, coûte que coûte, à gommer son caractère inattendu ou improbable. A ce sujet, les attentats du 09/11 sont un exemple parfait. Personne ne les as vus venir. Ils ont déclenché une onde de choc dont les effets n'en finissent pas de bouleverser la planète. Mais tout le monde ou presque affirme, aujourd'hui, qu'ils étaient prévisibles. Voire que l'on pouvait les empêcher.
Au lieu d'élaborer une pensée "probabiliste complexe", énonce Taleb, nous continuons à préférer "les théories simples à la réalité confuse".

M. S. D.

White Bicycles
Joe Boyd, Editions Allia, 288 p. - Paris 2008

Bien avant les Vélib', dans les années 60, des anarchistes d'Amsterdam, les *provos*, mirent gracieusement à disposition de la population des « White Bicycles ». Symbole d'une époque où l'argent n'avait plus sa place, ses vélos furent pourtant rapidement volés et repeints en noir. **La triste réalité reprit ainsi le dessus sur l'utopie**.
C'est cette trajectoire que Joe Boyd explore dans ce livre. Producteur, entres autres, du premier disque des Pink Floyd, patron du célèbre club londonien UFO, organisateur des tournées de Bob Dylan ou Joan Baez aux USA, Joe Boyd a été un des principaux moteurs de la musique Underground des années 60.
Des débuts artisanaux où, avec quelques potes, il monte un concert d'une vieille gloire du Blues dans le salon parental jusqu'à son ratage avec le groupe ISB lors du mythique concert de Woodstock, Joe Boyd fut le témoin privilégié **d'une génération qui, pleine d'espoir et de talent, s'est peu à peu brûlée les ailes dans l'alcool et surtout la cocaïne**.
En évitant le côté « ancien combattant » et avec une clairvoyance étonnante, il nous propose un voyage d'une minutie extrême où le seul index est un véritable annuaire des artistes qui ont jalonné cette décennie.
A la question « comment un homme plongé dans le « Sex, Drug and Rock n'roll » peut se souvenir aussi précisément de tant d'anecdotes ? », il répond humblement à la fin de son ouvrage « En ce qui me concerne, j'ai triché. Je n'ai jamais été trop défoncé. (…) J'ai démenti au moins l'un des mythes des années 60 : j'y étais et je m'en souviens ».
Ce livre s'adresse ainsi autant aux jeunes qui n'y étaient pas qu'à ceux y étaient et ne s'en souviennent plus.

© Club des Vigilants 2008